

Un nouveau contexte qui fait suite au départ de Nicolas Sarkozy -ce pour quoi la FSU s'est mobilisée- et à un changement de majorité présidentielle après 5 ans et plus de destructions massives à tous les niveaux de la société, notamment dans les services publics . Mais un contexte inquiétant de par un fort taux d'abstention, une dérive extrême de la droite institutionnelle, un fort vote FN, confirmés lors du 1er tour des législatives, notamment dans notre région. Il faudra analyser de près la sociologie de ce vote et mettre en œuvre une action de fond d'ores et déjà pour les 5 années à venir.

Le gouvernement a décidé d'un certain nombre de mesures : mesures de retraite à 60 ans pour les carrières longues, nouveau projet de loi sur le harcèlement sexuel, augmentation de l'allocation de rentrée...et un certain nombre d'annonces , concernant la justice , le logement , les droits et libertés et l'éducation .Suppression du tribunal correctionnel pour mineurs, encadrement de l'augmentation des loyers, 1000 postes injectés dans les écoles pour la rentrée 2012...La FSU 59/62 en prend acte. Cependant, on est loin du compte. L'absence de réponse sur la journée de carence, les inquiétudes persistantes sur l'évaluation managériale des personnels, les « mesures » très largement insuffisantes concernant les stagiaires dans l'éducation à la rentrée 2012, les propos sur l'apprentissage, le maintien des Eclair, l'absence de plan d'urgence pour le second degré et le supérieur...tout cela doit nous amener à prendre nos responsabilités dès cet été lors de la conférence sociale et les discussions autour de la « refondation de l'Ecole »

La volonté du gouvernement de réduire les dépenses publiques et les déficits tout en honorant le paiement des intérêts de la dette confirme qu'il entend poursuivre la politique d'austérité comme les autres gouvernements européens. La FSU porte la volonté de rompre avec cette logique libérale et doit relancer la campagne unitaire pour exiger un audit citoyen de la dette .

Il faut préparer les luttes de septembre et se tenir prêts à l'action: Il faut établir tout de suite un rapport de forces avec le nouveau gouvernement y compris par le recours à la grève lors du débat sur la refondation de l'Ecole et avant le vote du budget. La FSU ne doit pas rester les armes aux pieds sous prétexte qu'une alternance politique vient de se produire. Elle doit défendre point par point ses mandats Pour ce faire, il faut d'abord que la FSU parle d'une seule voix sur toutes ces questions et ne donne pas prise à des tentatives de divisions , d'autant que certaines organisations auraient intérêt à enfoncer un coin de plus , suite à des élections professionnelles aux résultats mitigés.

La FSU doit se faire entendre sur les points suivants:

- le gouvernement doit dénoncer le Mécanisme Européen de Stabilité (et les pratiques européennes anti-démocratiques) et pas seulement demander l'ajout d'un pacte de croissance en acceptant l'austérité budgétaire. C'est une condition nécessaire pour une politique qui permette la relance économique par une augmentation du pouvoir d'achat et le développement des Services Publics.
- le blocage du point d'indice doit être levé , les pensions doivent être revalorisées: les fonctionnaires n'ont pas à être les victimes des contraintes budgétaires imposées par l'Union Européenne et les milieux financiers.
- la journée de carence doit être supprimée, le droit à la retraite et à la protection sociale universelle et solidaire reconquis.
- la question des emplois et des moyens ne peut se traduire par du redéploiement à l'intérieur de la FP. L'arrêt de la RGPP annoncé doit être d'abord confirmé puis se traduire par de nouvelles créations d'emplois. Les missions doivent être redéfinies dans le sens des missions fondamentales de service public.
- l'abrogation de toutes les contre-réformes qui portent atteinte à la démocratisation du système éducatif que la FSU défend.
- en matière de droits et libertés, la FSU doit peser fortement pour que les élèves scolarisés sans papiers et leurs familles soient régularisés au plus vite. Aucune expulsion ne doit avoir lieu.